

# Crise agricole : traduire la FNSEA en justice ?

Par [Gilles Fumey, Géographe, chercheur à l'ISCC-CNRS](#) et [Olivier Assouly, philosophe, chercheur à l'ISCC-CNRS, spécialiste de l'alimentation](#) — 28 février 2016

**Alors que des paysans se suicident par centaines, que plus personne ne peut ignorer que le modèle productiviste est à bout de souffle, comment un syndicat agricole, la FNSEA, peut-il encore recommander aux agriculteurs d'agrandir leurs exploitations ?**

En octobre 2015, l'évêque de Vannes dans la très catholique Bretagne, célébrait une messe à Sainte-Anne-d'Auray devant 600 croix blanches témoignant de suicides par centaines de paysans en France. Quelques mois plus tard, le Salon de l'agriculture accueille le président de la République [sous les huées de paysans médusés](#), à cran et à bout, ulcérés de voir déambuler leur ministre avec le président de la FNSEA, Xavier Beulin, censé aplanir leur colère.

Tout a été dit sur cet industriel proche de Sarkozy représentant d'une profession acculée au pire à cause de ses recommandations, d'autant que sa propre position d'acteur économique, à travers sa société Avril, le place directement en porte-à-faux avec des agriculteurs, dès lors qu'il s'agit de transformer une matière première alimentaire en produits (biodiésel) à haute valeur ajoutée. Cette situation ubuesque a le mérite de souligner comment des «industriels» et des «distributeurs» considèrent par exemple le lait comme une vulgaire matière première, sans valeur en soi, destinée à des opérations de «craquage» visant à extraire des produits plus rentables (caséine, phosphate de calcium, immunoglobulines) revendus à d'autres secteurs industriels (pharmaceutique, cosmétique, polymères, etc.). Que Xavier Beulin cesse de se draper derrière le paravent des «paysans» alors qu'il défend des intérêts industriels. En définitive, la politique suicidaire qu'il défend fait le jeu des acteurs de la chimie industrielle (intrants et semenciers) et des distributeurs. Et les paysans dépossédés depuis des décennies de leur savoir-faire, inféodés aux recommandations «techniques» d'une agriculture intensive longtemps portée au pinacle par l'Inra.

Désormais qu'une partie de la profession paysanne est menacée de mort violente, la question va se poser des responsabilités. Comme chez Orange où il a fallu des dizaines de suicides pour qu'on change de stratégie. Qui peut prétendre qu'au nom de la compétitivité de la France et d'une libéralisation fossoyeuse des hommes et des terroirs, les recommandations de la FNSEA faites aux «paysans» d'agrandir leurs exploitations, de se confronter aux marchés avec des outils «plus compétitifs», d'accroître leurs investissements n'aient pas été un pousse-au-crime ? Pire, une faute impardonnable. Alors que, de toutes parts, sonnaient les alarmes sur ce modèle productiviste à bout-de-souffle. Qui blanchira le président de la République et son ministre qu'on a connu plus clairvoyants d'avoir autorisé la ferme des 1000 vaches dans la Somme alors que la France croule sous les tonnes de lait dont elle ne sait que faire ? La question va être de savoir s'il peut se constituer des entités juridiques pour conduire devant les tribunaux ceux qui ont conduit l'élevage dans de telles impasses. Et qu'on n'accuse pas les Chinois ou les Européens bloqués devant un marché russe interdit lorsqu'on savait que les Chinois achèteraient du lait meilleur marché dès que ces quotas européens auraient été levés et que les Russes trouveraient la parade en Nouvelle-Zélande ! Tout cela avait été dit et écrit.

Pour une fois, la grande distribution a bon dos. Au nom de quoi achèterait-elle de la viande de médiocre qualité à des agriculteurs poussés à produire plus alors que l'on savait sciemment qu'ils ne tiendraient pas sur un marché mondial plus compétitif ? Elle a raison de pousser la logique du marché jusqu'à préférer justement la logique d'un marché dérégulé. Quel patriotisme ridicule pousse un président et son ministre à faire préférer des viandes prétendument françaises, engraisées avec des produits venus du Brésil dont certains enfreignent les interdictions sur les OGM ?

De deux choses l'une. Soit le président et son ministre sont cyniques jusqu'à accepter que des centaines de paysans dont le métier est de nous nourrir dignement puissent mourir de désespoir au bout d'une corde dans leur ferme. Soit leur double jeu qui est de défendre une profession par les mots tout en menant une politique qui les accule à la mort est proprement criminel. En tant que citoyens, soucieux de qualité, d'éthique et non simples consommateurs obnubilés par la matraque des bas prix de la grande distribution, nous exigeons des politiques des engagements clairs et nets sur la finalité de notre modèle agricole. Nous sommes en droit de leur demander de cesser de suivre un syndicat prétendument majoritaire qui ne l'est plus, contesté par ses propres membres qui ont été jusqu'à démonter le stand de leur ministère au Salon de l'agriculture et dont le cynisme est de faire croire que la solution à la crise est justement ce qui les accule à la mort. Qui peut penser que quelques centaines de millions d'euros, que des remises de charge suffiront à éteindre le feu qui embrase les campagnes de l'Ouest et dont le préfet s'alarme du coût financier de ces interminables jacqueries ?

Les Français doivent avoir honte de traiter ainsi leurs paysans. Que n'entend-on pas ceux qui luttent pour une agriculture réellement paysanne, de qualité, peu encline à s'exposer aux marchés extérieurs ? De plus en plus d'agriculteurs voulant croire en leur avenir se risquent, souvent avec succès, dans des voies dissidentes, alternatives, moins anonymes, – à l'instar de filières plus courtes ou locales – capables en plus de valoriser économiquement leur travail, de promouvoir un savoir-faire unique et à eux, trouvant dans l'opinion de leurs concitoyens des marques de reconnaissance et de solidarité. Que ne voit-on pas les agriculteurs défendant des filières intégrées – à l'instar de Jeune Montagne dans l'Aveyron qui avait, dans les années 1960, à l'initiative d'André Valadier su prôner la singularité d'un terroir contre les sirènes de la croissance et ses impasses – la cogestion avec des coopératives réellement pluralistes se débattre face à des industriels dont les besoins et les désirs ne sont pas ceux d'une alimentation saine, durable, respectueuse de l'environnement ?

Le temps est venu de penser au volet judiciaire face à l'hécatombe paysanne. De lever la honte qui nous fait assister en spectateurs impuissants au désespoir de nos concitoyens qui méritent notre aide et non le mépris d'une institution qui les menace de mort. Les veuves de paysans suicidés ne pourraient-elles pas se rassembler comme les veuves de la Place de Mai à Buenos Aires qui ont traîné les politiques devant les tribunaux ?